

Art. 5 - Die Gemeinde ist verpflichtet, die gemäß den geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen vorgesehenen Zuschüsse zu beantragen.

Art. 6 - Der Minister für ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 29. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205103]

**29 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van het gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma van de gemeente Assesse**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 1, § 3;

Gelet op het decreet van 11 juni 2014 betreffende de plattelandontwikkeling;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Assesse van 22 februari 2016 waarbij het gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma is goedgekeurd;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) van 17 juni 2016;

Overwegende dat de gemeente Assesse de kosten van de nodige aankopen en werkzaamheden niet alleen kan dragen;

Op de voordracht van de Minister van Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Het gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma van de gemeente Assesse is goedgekeurd voor een periode van tien jaar, die ingaat op de datum van ondertekening van dit besluit.

Art. 2. Er kunnen toelagen aan de gemeente verleend worden voor de uitvoering van haar plattelandontwikkelingsprogramma.

Art. 3. Deze toelagen worden verleend binnen de perken van de daartoe jaarlijks beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden vastgelegd bij overeenkomst door de Minister van Landelijke Aangelegenheden.

Art. 4. De toelagen bedragen hoogstens 80 % van de kosten van de aankopen en werkzaamheden die nodig zijn voor de uitvoering van het programma, bijkomende kosten inbegrepen.

Art. 5. De gemeente vraagt de toelagen aan overeenkomstig de geldende wettelijke en regelgevende bepalingen.

Art. 6. De Minister van Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 29 september 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205106]

29 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 9 et l'article 60;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2008;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 20 mai 2016;

Vu l'avis 59.528/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 14 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la Directive 2015/2087/UE de la Commission du 18 novembre 2015 modifiant l'annexe II de la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2015/2087/UE de la Commission du 18 novembre 2015 modifiant l'annexe II de la Directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, l'annexe II, remplacée par l'arrêté du 3 juillet 2008, est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ANNEXE

ANNEXE II

Renseignements à notifier avant d'entrer dans le port de (port de destination, tel que visé à l'article 8 de l'arrêté)

1. Nom, code d'appel et, le cas échéant, numéro OMI d'identification du navire :
2. Etat du pavillon :
3. Heure probable d'arrivée au port :
4. Heure probable d'appareillage :
5. Port d'escale précédent :
6. Port d'escale suivant :
7. Dernier port où des déchets d'exploitation du navire ont été déposés, avec mention des quantités (en m³) et des types de déchets, et date à laquelle ce dépôt a eu lieu :
8. Déposez-vous (cochez la case correspondante) :
la totalité une partie aucun
de vos déchets dans des installations de réception portuaires ?
9. Type et quantité de déchets et de résidus à déposer et/ou restant à bord et pourcentage de la capacité de stockage maximale que ces déchets et résidus représentent :

Si vous déposez la totalité de vos déchets, remplissez la deuxième et la dernière colonnes comme il convient. Si vous ne déposez qu'une partie ou aucun de vos déchets, remplissez toutes les colonnes.

Type	Code déchets	Quantités à livrer (m ³)	Capacité de stockage maximale spécialisée (m ³)	Quantité de déchets restant à bord (m ³)	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre la notification et l'entrée dans le port d'escale suivant (m ³)	Quantité de déchets déposée au dernier port de dépôt indiqué au point 7 ci-dessus (m ³)
Déchets d'hydrocarbures							
Eaux de cale polluées	13 04 03 13 05 07						
Résidus d'hydrocarbures (boues)	13 05 02						
Autre type (préciser)	(à préciser)						
Eaux usées (1)	(à préciser)						
Ordures							
Matières plastiques	20 01 39						
Déchets alimentaires	20 01 08						
Déchets domestiques (papier, chiffons, verre, métaux, bouteilles, vaisselle, etc.)							

Type	Code déchets	Quantités à livrer (m ³)	Capacité de stockage maximale spécialisée (m ³)	Quantité de déchets restant à bord (m ³)	Port dans lequel les déchets restants seront déposés	Estimation de la quantité de déchets qui sera produite entre la notification et l'entrée dans le port d'escale suivant (m ³)	Quantité de déchets déposée au dernier port de dépôt indiqué au point 7 ci-dessus (m ³)
Ordures ménagères brutes (*)	20 96 61						
Emballages PMC (**) collectés séparément	15 01 06						
Emballages en papier/ carton et autres déchets de papier collectés séparément	15 01 01 20 01 01						
Emballages en verre collectés séparément	15 01 07						
Autres (préciser)	(à préciser)						
Huiles à friture	20 01 25						
Cendres d'incinération	10 01 01						
Déchets d'exploitation	(à préciser)						
Carcasses d'animaux	(à préciser)						
Résidus de cargaison (2) (préciser) (3)	(à préciser)						

(1) Les eaux usées peuvent être rejetées en mer conformément au règlement 11 de l'annexe IV de la convention MARPOL. Si on entend effectuer un rejet en mer autorisé, il est inutile de remplir les cases correspondantes.
(2) Il peut s'agir d'estimations.
(3) Les résidus de cargaison sont précisés et classés selon les annexes applicables de la convention MARPOL, et notamment ses annexes I, II et V.
(*) Ordures ménagères résiduelles en mélange, après le tri par les usagers des fractions collectées sélectivement.
(**) PMC : déchets d'emballages recyclables composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons.

Notes

1. Ces renseignements peuvent être utilisés à des fins de contrôle par l'Etat du port ainsi qu'à d'autres fins d'inspection.

2. Les copies de la présente notification sont adressées au gestionnaire du Port.

3. Le présent formulaire doit être rempli, sauf si le navire fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 8, § 3, de l'arrêté.

Je confirme que :

- les renseignements ci-dessus sont exacts et corrects, et
- qu'il existe une capacité de stockage spécialisée suffisante à bord pour stocker tous les déchets produits entre le moment de la notification et le moment où est atteint le port suivant où des déchets seront déposés.

Date

Heure

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2016 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Namur, le 29 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205106]

**29. SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003
über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 9 und 60;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008;

Aufgrund des am 20. Mai 2016 abgegebenen Gutachtens des Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 4. Juli 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.528/4 des Staatsrats;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 14. April 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1195 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

In Erwägung der Richtlinie 2015/2087/EU der Kommission vom 18. November 2015 zur Änderung von Anhang II der Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2015/2087/EU der Kommission vom 18. November 2015 zur Änderung von Anhang II der Richtlinie 2000/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände umgesetzt.

Art. 2 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände wird Anhang II, ersetzt durch den Erlass vom 3. Juli 2008, durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANHANG

ANHANG II

Angaben, die vor Einlaufen in den Hafen von gemacht werden müssen
(*Anlaufhafen gemäß Artikel 8 des Erlasses*)

1. Name, Rufzeichen sowie gegebenenfalls IMO-Identifikationsnummer des Schiffs:

2. Flaggenstaat:

3. Geschätzte Anlaufzeit:

4. Geschätzte Auslaufzeit:

5. Vorheriger Anlaufhafen:

6. Nächster Anlaufhafen:

7. Letzter Hafen, in dem die Schiffsabfälle entladen wurden, unter Angabe der Mengen (in m³) und der Art der Abfälle, und Zeitpunkt dieser Entladung:

8. Entladen Sie (das entsprechende Feld bitte ankreuzen):

die Gesamtheit einen Teil keinen

Ihrer Abfälle in den Hafenauffangeinrichtungen?

9. Art und Menge der zu entladenden und/oder an Bord verbleibenden Schiffsabfälle und Ladungsrückstände und Prozentsatz der maximalen Lagerkapazität dieser Abfälle und Rückstände:

Bei Entladung des gesamten Abfalls, bitte die zweite Spalte entsprechend ausfüllen. Wird der Abfall nicht oder nur teilweise entladen, bitte alle Spalten ausfüllen.

Art	Abfallcode	Zu liefernde Menge (m ³)	Maximale spezialisierte Speicherkapazität (m ³)	An Bord verbleibende Abfallmenge (m ³)	Hafen, in dem die restlichen Abfälle entladen werden	Einschätzung der Abfallmenge, die zwischen der Notifizierung und dem Einlaufen in den nächsten Zwischenhafen erzeugt wird (m ³)	Menge der im letzten oben in Punkt 7 angegebenen Entladehafen entladenen Abfälle (m ³)
Ölhaltige Abfälle							
Verseuchtes Bilgenwasser	13 04 03 13 05 07						
Ölrückstände (Schlämme)	13 05 02						
Sonstige Abfallart (bitte näher angeben)	(näher angeben)						
Abwässer (1)	(näher angeben)						
Müll							
Kunststoffe	20 01 39						
Lebensmittelabfälle	20 01 08						
Haushaltsabfälle (Papier, Wischtücher, Glas, Metalle, Flaschen, Geschirr, usw.)							
Grober Hausmüll (*)	20 96 61						

Art	Abfallcode	Zu liefernde Menge (m ³)	Maximale spezialisierte Speicherkapazität (m ³)	An Bord verbleibende Abfallmenge (m ³)	Hafen, in dem die restlichen Abfälle entladen werden	Einschätzung der Abfallmenge, die zwischen der Notifizierung und dem Einlaufen in den nächsten Zwischenhafen erzeugt wird (m ³)	Menge der im letzten oben in Punkt 7 angegebenen Entladehafen entladenen Abfälle (m ³)
Getrennt gesammelte PMK-Verpackungen (**)	15 01 06						
Getrennt gesammelte Verpackungen aus Papier/Pappe und andere Papierabfälle	15 01 01 20 01 01						
Getrennt gesammelte Verpackungen aus Glas	15 01 07						
Sonstiges (bitte näher angeben)	(näher angeben)						
Frittieröle	20 01 25						
Verbrennungasche	10 01 01						
Schiffsabfälle	(näher angeben)						
Tierkörper	(näher angeben)						
Ladungsrückstände (2) (näher angeben) (3)	(näher angeben)						

(1) Das Abwasser kann gemäß der Verordnung 11 des Anhangs IV des MARPOL-Übereinkommens ins Meer eingeleitet werden. Die entsprechenden Kästchen müssen nicht ausgefüllt werden, wenn eine genehmigte Einleitung auf See beabsichtigt wird.
(2) Es kann sich um Schätzungen handeln.
(3) Die Ladungsrückstände werden gemäß den anwendbaren Anhängen des MARPOL-Übereinkommens, insbesondere den Anhängen I, II und V angegeben und eingestuft.
(*) Gemischter Hausmüll, der nach der Sortierung der getrennt gesammelten Fraktionen durch die Benutzer übrig bleibt.
(**) PMK: Wiederverwertbare Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen.

Anmerkungen

1. Diese Angaben können für die Zwecke der Hafenkontrolle durch den Staat und anderer Überprüfungen verwendet werden.

2. Die Abschriften der vorliegenden Meldung werden an den Hafentreiber gerichtet.

3. Das vorliegende Formular ist auszufüllen, es sei denn, dem Schiff wird gemäß Artikel 8 § 3 des vorliegenden Erlasses eine Ausnahme gewährt.

Ich bestätige, dass:

- die oben erwähnten Angaben genau und zutreffend sind und
- die entsprechende Bordkapazität zur Lagerung des gesamten Abfalls ausreicht, der zwischen der Meldung und dem Anlaufen des nächsten Hafens anfällt, in dem der Abfall entladen wird.

Datum:

Uhrzeit:

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 29. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205106]

29 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 9 en 60;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2008;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 20 mei 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.528/4, gegeven op 4 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 14 april 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op Richtlijn 2015/2087/EU van de Commissie van 18 november 2000 houdende wijziging van bijlage II van Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende havenontvangstvoorziensingen voor scheepsafval en ladingresiduen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2015/2087/EU van de Commissie van 18 november 2000 houdende wijziging van bijlage II van Richtlijn 2000/59/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende havenontvangstvoorziensingen voor scheepsafval en ladingresiduen omgezet.

Art. 2. In het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorziensingen voor scheepsafval en ladingresiduen wordt de bijlage II, vervangen bij het besluit van 3 juli 2008, vervangen bij de bijlage bij dit besluit.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

BIJLAGE II

Informatie te verstrekken voor het aandoen van de haven van
(haven van bestemming als bedoeld in artikel 8 van het besluit)

1. Naam, roepnaam en, indien van toepassing, IMO-identificatienummer van het schip :
2. Vlaggenstaat :
3. Vermoedelijke aankomsttijd :
4. Vermoedelijke vertrektijd :
5. Vorige aanloophaven :
6. Volgende aanloophaven :
7. Laatste haven en datum waarop het scheepsafval werd afgegeven, met inbegrip van de hoeveelheden (in m³) en de soorten afval die werden geleverd :
8. Geeft u (kruis het overeenstemmende vakje aan) :
alle bepaalde geen
afvalstoffen van uw schip af bij havenontvangstvoorziensingen ?
9. Soort en hoeveelheid af te leveren en/of aan boord te houden scheepsafval en ladingresiduen, en percentage van de maximale opslagcapaciteit:

Indien alle afval wordt afgegeven, de tweede en laatste kolom invullen, voor zover van toepassing. Indien enig of geen afval afgegeven wordt, alle kolommen invullen.

Soort	Afvalcode	Af te geven afval (m ³)	Maximale aparte opslagcapaciteit (m ³)	Hoeveelheid aan boord gehouden afval (m ³)	Haven waarin het resterende afval zal worden afgegeven	Geschatte hoeveelheid afval die tussen aanmelding en volgende aanloophaven ontstaat (m ³)	Afval dat is geleverd bij het laatste punt van levering genoemd onder punt 7 hierboven (m ³)
Afvalolie							
Met olie verontreinigd ruimwater	13 04 03 13 05 07						
Oliehoudende residuen (slib)	13 05 02						
Overige (specificeren)	(te bepalen)						
Afvalwater (1)	(te bepalen)						
Vuilnis							
Kunststoffen	20 01 39						
Voedselrestanten	20 01 08						
Huishoudelijk afval (papier, poetslappen,glas, metaal, flessen, aardewerk, enz.)							
Bruto huisafval (*)	20 96 61						
Afzonderlijk ingezameld PMD-verpakkingen (**)	15 01 06						

Soort	Afvalcode	Af te geven afval (m ³)	Maximale aparte opslagcapaciteit (m ³)	Hoeveelheid aan boord gehouden afval (m ³)	Haven waarin het resterende afval zal worden afgegeven	Geschatte hoeveelheid afval die tussen aanmelding en volgende aanloophaven ontstaat (m ³)	Afval dat is geleverd bij het laatste punt van levering genoemd onder punt 7 hierboven (m ³)
Papier/kartonverpakkingen en andere afzonderlijk ingezamelde papierafval	15 01 01 20 01 01						
Afzonderlijk ingezamelde glazen verpakkingen	15 01 07						
Andere (nader bepalen)	(te bepalen)						
Spijsolie	20 01 25						
Verbrandingsasse	10 01 01						
Bedrijfsafval	(te bepalen)						
Dierlijke karkassen	(te bepalen)						
Ladingresiduen (2) (specificeren) (3)	(te bepalen)						

(1) Afvalwater mag overeenkomstig voorschrift 11 van bijlage IV bij de MARPOL-overeenkomst in zee worden geloosd. De desbetreffende vakken behoeven niet te worden ingevuld als het de bedoeling is een toegestane lozing in zee te verrichten.

(2) Mogen ramingen zijn.

(3) Ladingresiduen moeten worden gespecificeerd en ingedeeld volgens de toepasselijke bijlagen van MARPOL, in het bijzonder Marpol-bijlagen I, II en V.

(*) Gemengde residuële huishoudelijke afvalstoffen na de sortering door de gebruikers van de selectief ingezamelde fracties

(**) PMD : Recycleerbare verpakkingafval bestaande uit plastic flessen en flesjes, metaalverpakking en drankkartons.

Opmerkingen

1. Deze informatie kan worden gebruikt voor de havenstaatcontrole en andere inspectiedoeleinden.
2. De afschriften van deze aanmelding worden aan de beheerder van de haven gericht.
3. Dit formulier moet worden ingevuld tenzij het schip onder een vrijstelling overeenkomstig artikel 8, § 3, van het besluit valt.

Hierbij verklaar ik dat :

- de bovenstaande gegevens juist en volledig zijn, en
- er voldoende aparte opslagcapaciteit aan boord is voor alle afval dat ontstaat tussen deze aanmelding en de volgende haven waarin afval wordt afgegeven.

Datum :

Tijdstip :

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2016 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 29 september 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205107]

29 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon dérogeant à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique, l'article 3;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique, l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 septembre 2016;